

(N° 83.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 MARS 1904.

Projet de loi approuvant la Convention commerciale conclue à Buenos-Ayres
le 8 septembre 1903 entre la Belgique et la République Argentine.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

Messieurs,

Le Ministre Résident de Belgique à Buenos-Ayres a signé, le 8 septembre dernier, une Convention commerciale avec le Plénipotentiaire de la République Argentine.

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur, Messieurs, de soumettre cet acte diplomatique à vos délibérations.

Ladite Convention stipule le traitement de la nation la plus favorisée au profit des ressortissants, des navires et des marchandises des deux pays. Elle nous assure donc la jouissance de tous les avantages concédés par les arrangements internationaux intervenus ou qui interviendraient par la suite entre la République Argentine et les Puissances étrangères.

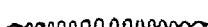
J'ajouterais, Messieurs, que dans une correspondance échangée au moment de la signature de la Convention et ayant la même force obligatoire que celle-ci, il a été déclaré que la clause générale de la nation la plus favorisée n'exclut pas les mesures spéciales que chacun des deux pays pourrait être amené à prendre pour des motifs sanitaires ou en vue d'événements de guerre, ni la perception de droits supplémentaires en compensation de primes d'exportation.

Le texte des lettres échangées est reproduit à la suite de la Convention du 8 septembre.

J'ai la confiance, Messieurs, que le projet de loi qui est soumis à votre examen rencontrera auprès de vous un accueil favorable.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

P. DE FAVEREAU.



PROJET DE LOI.

Léopold II,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut !*

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention commerciale conclue à Buenos-Ayres le 8 septembre 1903 entre la Belgique et la République Argentine, sortira son plein et entier effet.

Donné à Laeken, le 9 novembre 1903.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

P. DE FAVEREAU.

ONTWERP VAN WET.

Leopold II,**KONING DER BELGEN,**

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil !

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

Wij hebben besloten en wij besluiten :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen naam, aan de wetgevende Kamers het wetsontwerp voor te leggen waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De Handelsovereenkomst, den 8^a September 1903 te Buenos-Ayres gesloten tusschen België en de Argentijnsche Republiek, zal hare volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Laken, den 9^a November 1903.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

— · · —

CONVENTION

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ET SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, dans le désir de procéder, de commun accord, à la conclusion d'une Convention assurant réciproquement aux deux pays le traitement de la Nation la plus favorisée, ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, SON MINISTRE RÉSIDENT PRÈS DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, MONSIEUR H. LEDEGANCK, Officier de l'Ordre de Léopold, décoré de la Croix Civique de première classe, décoré de deuxième classe des Ordres de la Couronne de Siam et du Buste du Libérateur de Vénézuéla ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, SON MINISTRE SECRÉTAIRE DE L'INTÉRIEUR ET SECRÉTAIRE INTÉRIMAIRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET DU CULTE, MONSIEUR LE DOCTEUR JOAQUIN V. GONZALEZ.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE 1.

Les Hautes Parties Contractantes sont convenues que toute faveur, exemption, privilège ou immunité que l'une des Parties aurait concédée ou concéderait à l'avenir aux citoyens, produits ou navires de quelque autre Nation, sera étendue aux citoyens, produits ou navires de l'autre Partie contractante.

ART. 2.

La présente Convention sera ratifiée par les Hautes Parties Contractantes et les ra-

SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS Y SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPUBLICA ARGENTINA, en el deseo de proceder, de comun acuerdo, à la conclusión de una Convención que asegure reciprocamente a los dos países el tratamiento de la Nación más favorecida, han nombrado al efecto sus plenipotenciarios a saber :

SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS, A SU MINISTRO RESIDENTE EN LA REPUBLICA ARGENTINA, SENOR H. LEDEGANCK, oficial de la Orden de Leopoldo, condecorado con la Cruz Civica de primera clase y con las de segunda clase de las ordenes de la Corona de Siam y del Busto del Libertator de Venezuela ;

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPUBLICA ARGENTINA, A SU MINISTRO SECRETARIO DEL INTERIOR, É INTERINO DE RELACIONES EXTERIORES Y CULTO, DOCTOR DON JOAQUIM V. GONZALEZ.

Los que, después de haber canjeado sus respectivos plenos poderes y encontrados en buena y debida forma, han convenido en los siguientes artículos :

ARTICULO 1.

Las Altas Partes Contratantes convienen en que cualquier favor, exención, privilegio ó inmunidad que una de ellas haya concedido ó conceda mas adelante á los ciudadanos, productos ó buques de cualquier otra Nacion, será extensivo a los ciudadanos, productos ó buques de la otra Parte contratante ;

ART. 2.

La presente Convención será ratificada por las Altas Partes Contratantes y las ra-

tifications seront échangées à Buenos-Ayres, dans le plus bref délai possible.

Elle restera en vigueur durant le temps que les Hautes Parties Contractantes le jugeront convenable et sera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an après que l'une des Parties aura notifié à l'autre son intention de la faire cesser.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention en double expédition et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Buenos-Aires, le huitième jour du mois de septembre de l'année mil neuf cent trois.

(L. S.) H. LEDEGANCK.

tificaciones seran canjeadas en Buenos-Aires en el más breve plazo posible.

Elle quedará en vigencia durante el tiempo que las Altas Partes Contratantes lo crean conveniente y será obligatoria hasta un año después que una de éstas notifícase a la otra su intención de hacerla cesar.

En fe de lo cual, los respectivos plenipotenciarios han suscripto la presente Convención en doble ejemplar y le han puesto sus sellos.

Hecha en Buenos-Aires, a los ocho días del mes de septiembre del año de mil nueve cientos tres.

(L. S.) J. V. GONZALES.



LÉGATION DE BELGIQUE.

Buenos-Ayres, le 8 septembre 1903.

A Son Excellence M. le Dr J. V. Gonzalez, Ministre intérimaire des Relations Extérieures, Buenos-Ayres.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En procédant à la signature de la Convention en date de ce jour, par laquelle nos pays respectifs se concèdent réciprocquement le traitement de la nation la plus favorisée, il peut être utile de constater qu'il a été bien entendu que cette clause générale n'exclut pas les mesures spéciales que chacun de nos pays pourrait être amené à prendre pour des motifs sanitaires ou en vue d'événements de guerre, ni la perception de droits supplémentaires en compensation de primes d'exportation.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de ma haute considération.

(Signé) H. LEDEGANCK.

REPÚBLICA ARGENTINA.

Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto.

Buenos-Aires, Septiembre 8, 1903.

A S. E. el Señor H. Ledeganck, Ministro Residente de Belgica.

SEÑOR MINISTRO,

Al proceder á la firma de la Convención en fecha de hoy, por la cual nuestros países respectivos se conceden reciprocamente el tratamiento de la nación mas favorecida, puede ser útil dejar constancia de que ha quedado bien entendido que esta cláusula general no excluye las medidas especiales que cada uno de nuestros países prodría verse en el caso de adoptar por motivos sanitarios ó en vista de sucesos de guerra ni la percepción de derechos suplementarios en compensación de primas de exportación.

Acepte, Señor Ministro, las seguridades renovadas de mi alta consideración.

(Signé) J. V. GONZALEZ.

(6)

(Nr 85.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 MAART 1904.

Ontwerp van wet tot goedkeuring van de Handelsovereenkomst, den 8^a September 1903, te Buenos-Ayres, tusschen België en de Argentijnsche Republiek gesloten.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Belgische Minister-Resident te Buenos-Ayres heeft, op 8^a September laatstleden, met den Gevolmachtigde der Argentijnsche Republiek eene Handelsovereenkomst ondertekend.

Naar 's Konings bevelen heb ik de eer, Mijne Heeren, die diplomatische akte aan uwe beraadslagingen te onderwerpen.

Genoemde Overeenkomst bedingt de behandeling der meest begunstigde natie voor de onderhoorigen, de schepen en de goederen der beide landen. Zij verzekert ons dus het genot van al de voordeelen vergund bij genomen of later te nemen internationale schikkingen, tusschen de Argentijnsche Republiek en de vreemde Mogendheden.

Ik zal er bijvoegen, Mijne Heeren, dat in eene briefwisseling gevoerd op het oogenblik dat de Overeenkomst werd geteekend, en welke dezelfde verbindende kracht heeft als deze, verklaard werd dat de algemeene bepaling, betreffende de behandeling van de meest begunstigde natie, de bijzondere maatregelen niet uitsluit waartoe elk van beide landen mocht worden gebracht voor gezondheidsredenen of met het oog op oorlogsgebeurtenissen, ook niet de inning van aanvullende rechten tot vergoeding van uitvoerpremiën.

De uitgewisselde brieven zijn achteraan de Overeenkomst van den 8^a September overgedrukt.

Ik vertrouw, Mijne Heeren, dat het aan uw onderzoek onderworpen wetsontwerp door U gunstig zal worden onthaald.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. DE FAVEREAU.

PROJET DE LOI.

Léopold II,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut !*

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÉTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention commerciale conclue à Buenos-Ayres le 8 septembre 1903 entre la Belgique et la République Argentine, sortira son plein et entier effet.

Donné à Laeken, le 9 novembre 1903.

ONTWERP VAN WET.

Leopold II,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil !*

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen naam, aan de wetgevende Kamers het wetsontwerp voor te leggen waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De Handelsovereenkomst, den 8^a September 1903 te Buenos-Ayres gesloten tusschen België en de Argentijnsche Republiek, zal hare volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Laken, den 9^a November 1903.

LÉOPOLD.**Par le Roi :***Le Ministre des Affaires Étrangères,***P. DE FAVEREAU.****Van 's Konings wege :***De Minister van Buitenlandsche Zaken,*

OVEREENKOMST

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN EN ZIJNE EXCELLENTIE DE PRESIDENT DER ARGENTIJSCHÉ REPUBLIEK, wenschende met gemeen overleg eene Overeenkomst te sluiten waarbij wederzijds aan beide landen de behandeling der meest begünstigde natie wordt verleend, hebben te dien einde tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN, ZIJN MINISTER-RESIDENT BIJ DE ARGENTIJSCHÉ REPUBLIEK, DEN HEER H. LEDEGANCK, Officier in de Leopoldsorde, versierd met het Burgerlijk Kruis der 1^e klasse, versierd met de 2^e klasse der Orden van de Kroon, van Siam, en van het Borstbeeld van den Vrijmaker, van Venezuela ;

ZIJNE EXCELLENTIE DE PRESIDENT DER ARGENTIJSCHÉ REPUBLIEK, ZIJN MINISTER-SECRETARIS VAN BINNENLANDSCHE ZAKEN EN WAARNEMEND SECRETARIS VAN BUITENLANDSCHE BETREKKINGEN EN VAN DEN EERDIENST, DEN HEER DOCTOR JOAQUIM V. GONZALEZ,

Die, na elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld en haar in goeden en behoorlijken vorm bevonden te hebben, omtrent de volgende bepalingen zijn overeengekomen :

ARTIKEL ÉÉN.

De Hooge Verdragsluitende Partijen zijn overeengekomen dat elke gunst, vrijstelling, voorrecht of ontheffing welke eene der Partijen mocht verleend hebben of later mocht verleenen aan de burgers, voortbrengsels of schepen van eenige andere Natie, ook aan de burgers, voortbrengsels of schepen der andere Verdragsluitende Partij zal worden verleend.

ART. 2.

Deze Overeenkomst zal door de Hooge Verdragsluitende Partijen worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging te Buenos-Ayres zoo haast mogelijk worden uitgewisseld.

Zij zal van kracht blijven gedurende den tijd dat de Hooge Verdragsluitende Partijen het geschikt zullen oordeelen en verbindend zijn tot na ver-

loop van één jaar nadat één der Partijen aan de andere haar voornemen ze te doen ophouden zal hebben bekendgemaakt.

Ten blijke waarvan, de wederzijdsche Gevolmachtigden deze Overeenkomst in dubbel hebben onderteekend en er hunne zegels op hebben gesteld.

Gedaan te Buenos-Ayres, den achtsten dag der maand September in het jaar negentienhonderd drie.

(L. S.) H. LEDEGANCK.

(L. S.) J.-V. GONZALEZ.

BELGISCHE GEZANTSCHAP.

Buenos-Ayres, 8^a September 1903.

Aan Zijne Excellentie den heer Dr J.-V. Gonzalez, waarnemend Minister van Buitenlandsche Betrekkingen, Buenos-Ayres.

MIJNHEER DEN MINISTER,

Bij het onderteekenen der Overeenkomst van heden, waarbij onze wederzijdsche landen aan elkander de behandeling der meest begunstigde natie verleenen, kan het van nut wezen vast te stellen dat er wel verstaan werd dat deze algemeene bepaling de bijzondere maatregelen niet uitsluit waartoe elk van beide landen mocht worden gebracht voor gezondheidsredenen of met het oog op oorlogsgebeurtenissen, ook niet de inning van aanvullende rechten tot vergoeding van uitvoer-premien.

Gelief, Mijnheer de Minister, de betuiging van mijne bijzondere hoogachting andermaal te aanvaarden.

(Get.) H. LEDEGANCK.

REPUBLICA ARGENTINA.

Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto.

Buenos-Aires, Septiembre 8, 1903.

A S. E. el Señor H. Ledeganck, Ministro Residente de Belgica.

SEÑOR MINISTRO,

Al proceder á la firma de la Convención en fecha de hoy, por la cual nuestros países respectivos se conceden reciprocamente el tratamiento de la nación mas favorecida, puede ser útil dejar constancia de que ha quedado bien entendido que esta cláusula general no excluye las medidas especiales que cada uno de nuestros países prodría verse en el caso de adoptar por motivos sanitarios ó en vista de sucesos de guerra ni la percepción de derechos suplementarios en compensación de primas de exportación.

Acepte, Señor Ministro, las seguridades renovadas de mi alta consideración.

(Signé) J. V. GONZALEZ.